

PDG/Tribune politique interactive

Les sénateurs édifiiés sur le nouveau style de travail de leur parti

J.K.M  
Libreville/Gabon

Pour plus d'efficacité dans leur contribution au processus d'accélération de la transformation de notre pays.

APRÈS les nouveaux élus locaux, les sénateurs du Parti démocratique gabonais (PDG) étaient réunis, vendredi dernier, aux côtés du secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, pour s'imprégner du nouveau style de travail de cette formation politique, qui se veut "participatif et consultatif". Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la "tribune politique interactive de renforcement des capacités institutionnelles et des



Photo : Adjaf Ntoutoume

Le secrétaire général du PDG Eric Dodo Bounguendza, lors de son intervention.

pratiques opérationnelles des élus du PDG" initiée par le secrétariat exécutif de cette écurie politique. Étant entendu que cette initiative vise à consolider une parfaite coordination entre le secrétariat exécutif, les élus locaux, nationaux du PDG

et le gouvernement, de manière à rendre plus efficaces et efficientes leurs différentes actions soutenues par la vision politique du "distingué camarade président Ali Bongo Ondimba". De fait, Éric Dodo Boun-



Photo : Adjaf Ntoutoume

Vue partielle de l'assistance.

guendza a appelé les uns et les autres à la responsabilité. "Vous êtes des élus du PDG et non des indépendants. À ce titre, dans votre travail quotidien, vous devez appuyer sur la ligne politique de votre parti, émanation de la vision d'Ali

Bongo Ondimba. Au Sénat, vous représentez le PDG et non vous-mêmes. Il est donc nécessaire que vous entreteniez des relations de camaraderie et de complémentarité avec le secrétariat exécutif", a-t-il indiqué. Une interpellation

sous forme de rappel à l'ordre, d'autant plus nécessaire que, ces derniers temps, certains parlementaires ont émis, sur certains sujets, des avis discordants par rapport à ceux du secrétariat exécutif.

Sénat

Le sénatrices au contact des femmes de la Noya à Cocobeach

SM  
Libreville/Gabon

Cette rencontre a permis aux membres du Réseau des femmes sénateurs du Gabon (REFESEG) d'échanger avec leurs hôtes, sur les questions diverses liées "aux violences faites aux femmes".

LE Réseau des femmes sénateurs du Gabon (REFESEG), conduit par sa présidente, Brigitte Nene Dally, a séjourné récemment à Cocobeach, dans le département de la Noya (Estuaire). Un séjour qui a permis à ces parlementaires de rencontrer les femmes dudit département, dans le cadre de leurs activités relatives à la célébration, en différée, de la Journée nationale de la Femme. À cette occasion, les élues et leurs hôtes ont longuement échangé sur la thématique retenue pour cette édition 2019, à savoir : "Non aux violences faites aux femmes", ainsi que sur les



Photo : DR

Les membres du RETESEG et les femmes de la Noya à la fin de leur rencontre.

questions relatives à l'approche genre, au sexisme, à la discrimination et l'autonomisation de la femme. Caroline Ondo Ndong, en sa qualité d'expert sur la question du Genre, est revenue sur le caractère réel du phénomène qui, selon elle, traduit l'inégalité entre les sexes. «Les femmes sont régulièrement sujettes à la discrimination, à l'intimidation et aux abus verbaux et physiques, et quand elles évo-

quent ces abus, leurs revendications sont souvent taxées d'exagérations ou d'élucubrations», a-t-elle soutenu. Non sans préciser que «les effets de la violence sexiste peuvent durer toute une vie. Et que malheureusement, les victimes et les témoins d'abus sont elles-mêmes, souvent plus susceptibles de devenir des victimes ou des agresseurs à leur tour». En abondant dans le même

sent, la présidente du REFESG a rappelé combien, la question de violences physiques et morales à l'égard de la femme constitue une réalité tant au niveau mondial que national. Et de ce fait, «nombreuses en sont victimes, mais ne dénoncent pas. Au niveau national, il ne se passe pas un jour sans que la presse ne relaye les atteintes abominables aux droits des femmes». Aussi a-t-elle magnifié l'action de la première dame Sylvia

Bongo Ondimba qui, le 17 avril dernier, a réaffirmé faire de la lutte contre les violences faites aux femmes, son credo. C'est dans cette optique que Mme Nene Dally a encouragé les quatre associations de femmes que compte le département de la Noya à doubler d'efforts et à se mettre aux côtés de la première dame, pour dire "NON aux violences et aux discriminations faites aux femmes".

Le maire de la commune de Cocobeach, Rosine Mapekoko s'est, quant à elle, dite honorée par le choix porté sur sa cité pour abriter cette rencontre qui a vu la présence de plusieurs centaines de femmes venues des quatre coins du département. Qui ont profité de cette occasion pour rendre un hommage appuyé à la présidente du Sénat, Lucie Milebou Mboussou.



Photo : DR

Forte mobilisation à la salle polyvalente de Cocobeach, en présence des autorités locales.

Opposition/Climat sociopolitique

Paul-Marie Gondjout appelle à un "Consensus national pour le Gabon"

O'. N.  
Libreville/Gabon

Le secrétaire exécutif adjoint de l'Union nationale (UN) a lancé cette invite au cours d'une déclaration, samedi dernier. Un moyen, selon lui, d'empêcher que les positions ne se cristallisent dans chaque camp

politique (Majorité et Opposition).

PAUL-MARIE Gondjout, le secrétaire exécutif de l'Union nationale (UN), a effectué une sortie dans la résidence librevilloise du premier président de l'Assemblée nationale gabonaise, Paul Indjendjet Gondjout, le week-end dernier. Soulignant qu'il s'exprimait en son nom

propre, il a donné sa vision de la situation sociopolitique du Gabon et comment en sortir. Après avoir relevé, entre autres, une "tragédie politique, économique et sociale", M. Gondjout a indiqué qu'"il y a donc urgence à agir vite pour éviter le pire". D'où son invite "à la mise en œuvre d'un plan d'urgence national" pour régler les différentes ca-

rences et autres maux auxquels fait face le Gabon aujourd'hui. "Pour ce faire, a déclaré l'orateur, il est impératif que nous trouvions un Consensus national pour le Gabon". Et de lancer, comme pour interpellier les deux bords politiques : "Nous devons nous rassembler maintenant, alors qu'il est encore temps ! (...) N'ayons pas peur de faire la jonction. Le qu'en-dira-t-on

n'est pas une option politique, alors que le pays est en danger, il alimente plutôt la peur qui paralyse les énergies positives. Ensemble, tout est possible. C'est du courage de ses enfants dont a besoin le Gabon. Ce courage ne doit pas se limiter à s'opposer pour s'opposer, à crier fort pour uniquement se faire entendre et non comprendre ou à manifester pour ne rien ob-

tenir. Il est bon d'en avoir aussi pour voir la réalité en face et ne pas avoir peur de parler avec son adversaire dans l'intérêt supérieur du Gabon". Non sans interpellier aussi les tenants de la spiritualité dans notre pays "à consulter et prier Dieu et nos ancêtres, pour que nous trouvions le consensus dont nous avons besoin pour notre bien commun".